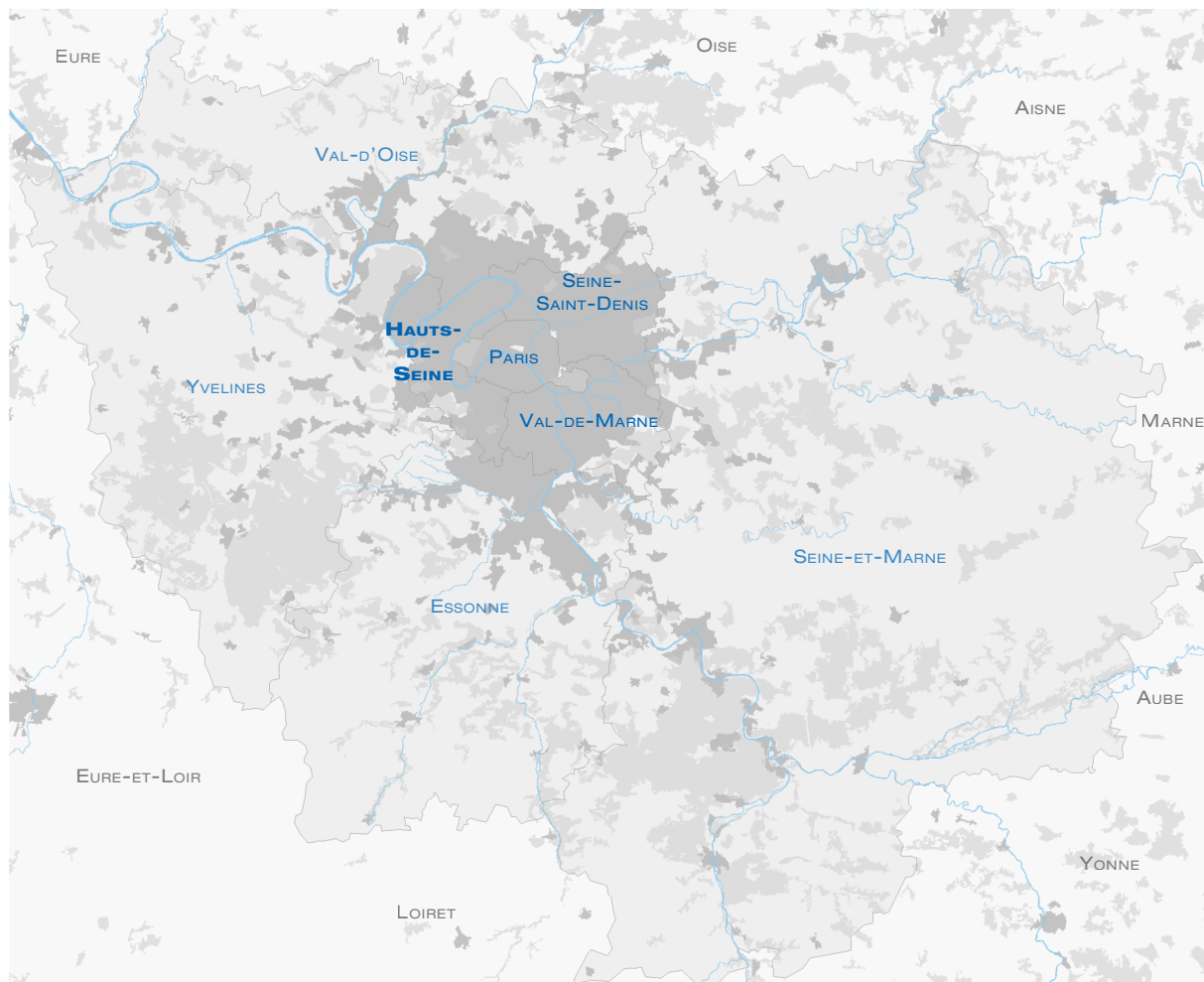


LES ALLOCATAIRES ALTOSEQUANAIS, DONNEES RELATIVES À LA PAUVRETE ET À LA PRECARITE AU 31 DÉCEMBRE 2019

N°23 - Décembre 2020



Avant-Propos

Ce recueil de données sociales de la caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine est consacré aux données statistiques allocataires relatives à la pauvreté et la précarité dans ce département au 31 décembre 2019.

La cellule technique de réflexion et d'aide à la décision (Ctrad), service d'études des caisses d'allocations familiales (Caf) en Île-de-France, rassemble à travers cette publication les résultats statistiques les plus récents, au niveau régional et départemental, relatifs aux allocataires, dans le champ de la pauvreté, de la précarité, des revenus, des minima sociaux et du logement. Ces indicateurs sociaux constituent un socle commun d'un système d'information, partagé entre les échelons départemental et régional dans les principaux domaines d'intervention des Caf.

Ces données, sans être exhaustives, donnent une information sur les bénéficiaires des prestations gérées par la branche Famille de la sécurité sociale et sur la couverture des populations concernées par ces prestations légales.

Les éléments de cette publication sont susceptibles d'apporter aux acteurs sociaux un autre regard sur leurs territoires et de les inciter à revisiter leur approche territoriale.

Les données sont aussi consultables sur le site : <https://www.ctrad-caf-idf.fr/>

Thème 1 : Les allocataires de la caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine [p.6](#)

Thème 2 : Les bénéficiaires d'une aide au logement [p.8](#)

Thème 3 : Les allocataires à bas revenus [p.13](#)

Thème 4 : Les allocataires du revenu de solidarité active (Rsa) [p.14](#)

Thème 5 : Les allocataires de la prime d'activité [p.16](#)

Thème 6 : Les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (Aah) [p.19](#)

Thème 1 : Les allocataires de la caisse d'allocations familiales (Caf) des Hauts-de-Seine, comparés aux territoires supra

Tableau 1. Les allocataires de la caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires	290 070	968 200	2 432 287
Évolution 2018/2019 (en %)	4,6	5,5	5,8
Structure par âge			
Moins de 30 ans	61 947	204 343	562 792
De 30 à 49 ans	160 926	520 440	1 308 598
50 ans ou +	67 061	243 038	559 900
Structure familiale			
Isolés hommes	56 541	203 950	510 341
Isolées femmes	58 834	187 053	485 474
Couples sans enfant	10 201	43 077	98 163
Familles monoparentales(*)	43 630	164 290	394 247
Couples avec 1 ou 2 enfant(s)	87 487	254 066	655 271
Couples avec 3 enfants ou +	33 376	115 760	288 779
Nombre d'enfants par âge	312 097	1 018 793	2 565 037
Enfants de moins de 3 ans	54 705	185 254	448 562
Enfants de 3 à moins de 6 ans	54 580	178 335	437 725
Enfants de 6 à moins de 12 ans	109 965	354 634	900 036
Enfants de 12 à moins de 16 ans	65 681	210 828	547 174
Enfants de 16 à moins de 18 ans	27 166	89 742	231 540
Personnes couvertes	760 067	2 498 538	6 279 851
Évolution 2018/2019 (en %)	1,6	2,3	2,5
Population Insee	1 603 268	4 588 078	12 117 131
Part de la population couverte (**) par la Caf (en %)	47,4	54,5	51,8
Montant moyen mensuel (en €)	405	485	460

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016.

Champ : Ensemble des 290 070 allocataires altoséquanais.

Lecture : Au 31 décembre 2019, la Caf des Hauts-de-Seine couvre 47,4 % de la population altoséquanaise.

(*) y compris les femmes enceintes sans enfant.

(**) Il s'agit des allocataires des Caf plus leur conjoint, enfants, et autres personnes à charge, au 31 décembre 2019, rapportés à la population recensée par l'Insee au 01/01/2016.

Définition

Allocataires : Il s'agit des bénéficiaires d'une ou plusieurs prestations versées par les Caf au titre de décembre 2019, au regard de leur situation familiale et/ou monétaire, ou ayant reçu une allocation pour la rentrée scolaire 2019/2020 pour leur(s) enfant(s).

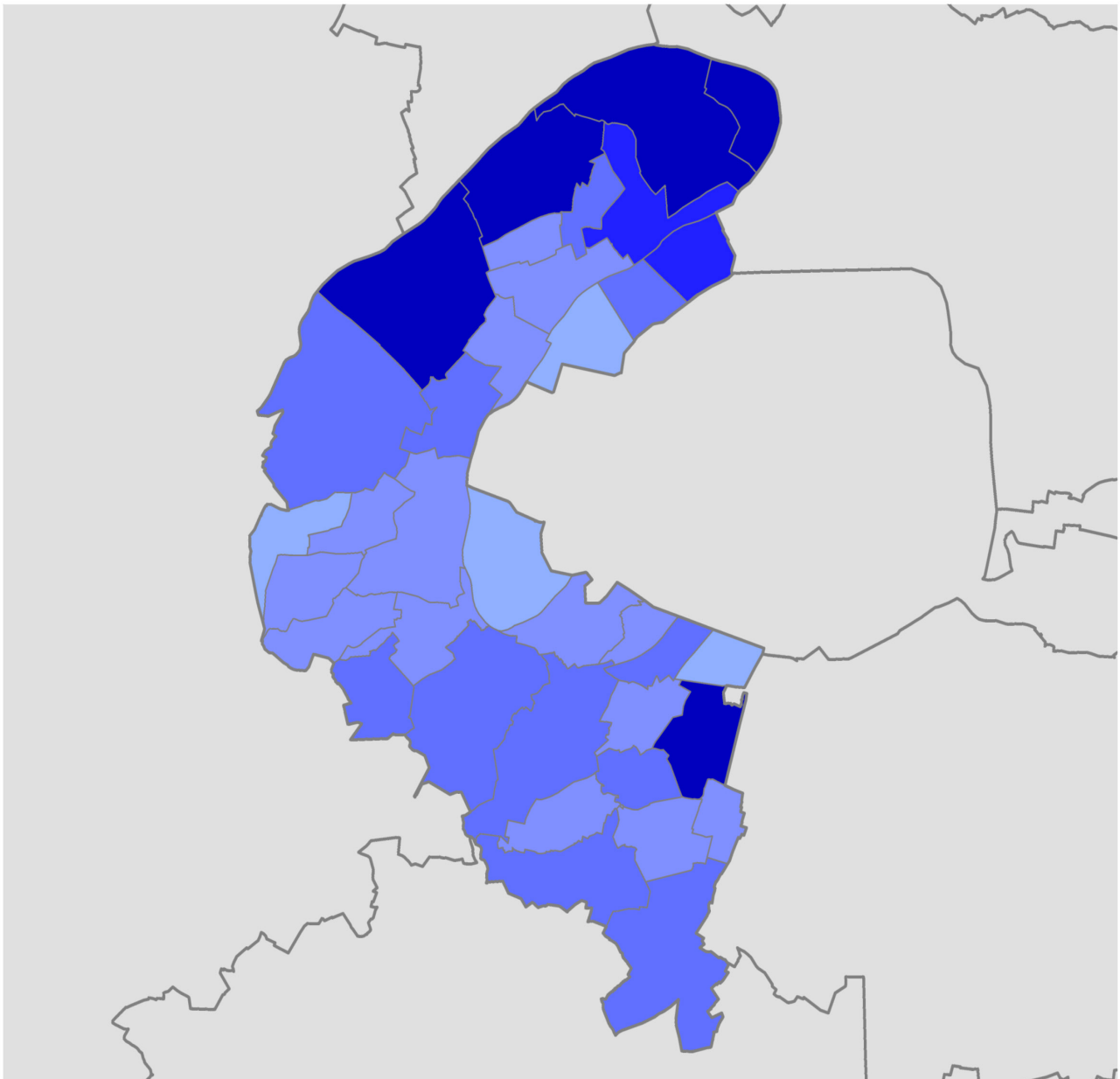
Sont considérés comme enfants à charge, au sens de la législation familiale, les enfants (ouvrant droit à au moins une prestation du mois de leur naissance à leurs 24 ans révolus). A compter de l'âge de 16 ans, s'ils travaillent, leur rémunération doit être inférieure à 61 % du salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic), basé sur 151,67 heures.

Commentaires

Fin décembre 2019, 290 070 foyers perçoivent une ou plusieurs prestations versées par la Caf. Ainsi, 47,4 % de la population altoséquanaise est concernée par une prestation de la branche famille. Parmi les foyers allocataires, 39,8 % sont des personnes isolées et 56,7 % des familles avec enfant(s) à charge. Plus de la moitié de ces familles (53,2 %) sont composées d'un couple avec au plus deux enfants, et un peu plus d'un quart d'entre elles (26,5 %), d'un seul parent avec ses enfants.

Le montant moyen des prestations perçues par les allocataires franciliens s'établit à 405 euros.

Carte . Population des Hauts-de-Seine couverte par la caisse d'allocations familiales



© Geofis@ 2.0 | GN ; réalisation CTRAD octobre 2020

Part de la population couverte (en %)



Sources : Caisse d'allocations familiales des Hauts-de-seine, Insee, recensement 2017

Tableau 2.1 Les bénéficiaires d'une aide au logement dans les Hauts-de-Seine au 31 décembre 2019

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires Caf	290 070	968 200	2 432 287
dont bénéficiaires d'une aide au logement :			
en nombre	118 932	450 111	1 068 762
en % du nombre d'allocataires Caf	41,0	46,5	43,9
Évolution 2018/2019 (en %)	-0,7	0,2	-0,3
Personnes couvertes par une aide au logement	240 423	1 044 877	2 377 383
Part de la population couverte par une aide au logement (en %) (*)	15,0	22,8	19,6
Structure par type de prestation (en %)			
Bénéficiaires de l'Apl	54,6	57,7	55,0
Location ou "foyer" (**)	54,4	56,8	53,9
Accession	0,2	0,9	1,0
Bénéficiaires de l'Alf	11,3	16,6	15,0
Location ou "foyer" (**)	10,6	14,5	12,9
Accession	0,7	2,1	2,1
Bénéficiaires de l'Als	34,1	25,7	30,0
Location ou "foyer" (**)	33,9	25,3	29,6
Accession	0,2	0,4	0,4
Logement en foyer			
Nombre de bénéficiaires d'une aide au logement en "foyer" (**)	8 459	28 222	74 833
Part des bénéficiaires d'une aide au logement en "foyer" (en %) (**)	7,1	6,3	7,0

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016.

Champ : Ensemble des 290 070 bénéficiaires alloséquanais d'une aide au logement.

Lecture : 54,6 % des bénéficiaires d'une aide au logement dans les Hauts-de-Seine sont bénéficiaires de l'Apl.

(*) Il s'agit des allocataires d'une aide au logement, de leur conjoint, enfants et personnes à charge pris en compte pour le calcul de l'aide, rapportés à la population recensée par l'Insee en 2016.

(**) ou en structure collective ou en résidence sociale.

Définitions

Il existe **trois types d'aides au logement** destinées aux ménages disposant de ressources modestes, locataires ou accédants à la propriété : l'aide personnalisée au logement (Apl), l'allocation de logement à caractère familial (Alf) et l'allocation de logement à caractère social (Als). Ces aides ne sont pas cumulables, l'ordre de priorité est le suivant : Apl, Alf, Als. Leur montant varie selon le niveau de ressources, la taille de la famille, les dépenses (plafonnées) de logement et le statut d'occupation.

- **L'aide personnalisée au logement** est destinée à toute personne, soit locataire d'un logement neuf ou ancien, qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien et les normes de confort, soit accédant à la propriété sous certaines conditions pour une accession ou une location-acquisition, dans l'ancien ou dans une ville de moins de 100 000 habitants ou déjà propriétaire. L'Apl est versée au bailleur ou à l'organisme de crédit qui la déduit du montant des loyers ou de la mensualité remboursée.

- **L'allocation de logement à caractère familial** concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Apl qui ont des enfants ou d'autres personnes à charge, ou forment un ménage marié depuis moins de cinq ans (le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des conjoints).

- **L'allocation de logement à caractère social** s'adresse à ceux qui ne peuvent bénéficier ni de l'Apl ni de l'Alf.

Le logement en « foyer » concerne, outre les personnes vivant en foyer, à l'hôtel, dans un meublé ou en résidence universitaire, les personnes âgées ou handicapées, hébergées à titre onéreux chez un particulier, et celles en foyer, en résidence et maison de retraite, ou encore en unité de soins de longue durée.

Commentaires

La population alloséquanaise couverte par une aide au logement ne représente que 15 % de l'ensemble de celle couverte par une prestation. Parmi les allocataires alloséquanais, 118 932 perçoivent une aide au logement, soit moins d'un allocataire sur deux (41,0 %).

Au cours de l'année 2019, le nombre d'allocataires percevant une allocation logement diminue, de - 0,7 % dans les Hauts-de-Seine, par rapport à l'année précédente, même si cette baisse est moindre qu'à Paris (- 2,1 %).

Plus de la moitié des bénéficiaires d'une aide au logement perçoivent l'Apl (54,6 %), contre 11,3 % l'Alf et 34,1 % l'Als.

Tableau 2.2 Répartition des bénéficiaires d'une aide au logement selon leur statut d'occupation (en %) et montant mensuel moyen des prestations au 31 décembre 2019

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre de bénéficiaires d'une aide au logement	118 932	450 111	1 068 762
selon le statut d'occupation (en %)			
Foyers	7,1	6,3	7,0
Location	91,7	90,3	89,4
dont parc privé	45,7	42,6	46,2
dont parc social	54,3	57,4	53,8
Accession	1,2	3,4	3,6
Montant moyen en euros des AI versées	226	244	238
Selon le type de prestation (en euros)			
Apl	216	231	230
Alf	310	332	320
Als	213	215	212

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019,

Champ : Ensemble des 118 932 bénéficiaires hauts-séquanais d'une aide au logement.

Lecture : 91,7 % des bénéficiaires d'une aide au logement dans les Hauts-de-Seine sont en location.

Commentaires

Au 31 décembre 2019, parmi les locataires hauts-séquanais, bénéficiaires d'une aide au logement, 54,3 % résident dans le parc social et 45,7 % dans le parc privé. Cette tendance est quasi-identique à celle de la moyenne régionale.

La part des accédants à la propriété n'atteint que 1,2 %, soit un taux nettement inférieur à ceux de la région et de la petite couronne, plus proche de celui de Paris (0,5 %).

Parmi les bénéficiaires d'une aide au logement, 7,1 % vivent en foyer.

L'aide au logement mensuelle moyenne s'élève à 226 euros. Le montant moyen de l'Alf est supérieur aux deux autres aides au logement soit 310 euros contre 213 euros au titre de l'Als et 216 euros pour l'Apl. Ces différences révèlent d'une part des disparités dans les caractéristiques des publics bénéficiaires (par définition, l'Als s'adresse plus spécifiquement à des ménages de taille plus réduite), et d'autre part des variations des montants de loyer, selon la typologie de la résidence. Ainsi, à taille de ménage donnée, les loyers moyens sont plus élevés dans le parc locatif privé que dans le parc locatif social.

Tableau 2.3 Répartition des allocataires de la Caf des Hauts-de-Seine selon la structure familiale au 31 décembre 2019 (en %)

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires	290 070	968 200	2 432 287
Selon la structure familiale (en %)			
Isolés	39,9	40,6	41,1
Familles monoparentales	14,9	16,8	16,0
Selon le nombre d'enfants :			
1 enfant	7,2	8,0	7,6
2 enfants	5,5	5,7	5,6
3 enfants	1,7	2,2	2,1
4 enfants ou plus	0,5	0,9	0,8
Couples sans enfant	3,5	4,4	4,0
Couples avec enfant(s)	41,7	38,2	38,8
Selon le nombre d'enfants :			
1 enfant	7,2	7,6	7,3
2 enfants	23,0	18,7	19,7
3 enfants	8,9	8,6	8,6
4 enfants ou plus	2,6	3,4	3,3

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019.

Champ : Ensemble des 290 070 allocataires altoséquanais.

Lecture : 41,7 % des allocataires altoséquanais sont des couples avec enfant(s).

Tableau 2.4 Répartition des bénéficiaires d'une aide au logement selon la structure familiale au 31 décembre 2019 (en %)

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre de bénéficiaires d'une aide au logement	118 932	450 111	1 068 762
Selon la structure familiale (en %)			
Isolés	57,5	48,1	51,7
Familles monoparentales	18,5	20,7	20,2
Selon le nombre d'enfants :			
1 enfant	9,0	9,4	9,2
2 enfants	6,0	6,7	6,5
3 enfants	2,6	3,3	3,1
4 enfants ou plus	1,0	1,4	1,3
Couples sans enfant	5,9	6,6	6,1
Couples avec enfant(s)	18,1	24,6	22,0
Selon le nombre d'enfants :			
1 enfant	4,1	5,6	4,8
2 enfants	5,8	7,6	6,6
3 enfants	5,2	7,1	6,5
4 enfants ou plus	3,0	4,4	4,2

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019.

Champ : Ensemble des 118 932 altoséquanais, bénéficiaires d'une aide au logement.

Lecture : 18,1 % des bénéficiaires d'une aide au logement en Île-de-France sont des couples avec enfant(s).

Commentaires

Parmi les 290 070 bénéficiaires d'une aide au logement dans les Hauts-de-Seine, plus de la moitié (56,6 %) sont des familles avec enfant(s) à charge, dont plus d'un quart sont des familles monoparentales (26,3 %).

En revanche, les couples sans enfant sont légèrement sous représentés parmi les bénéficiaires altoséquanais d'une aide au logement par rapport à la petite couronne et à la région (respectivement 4,4 % et 4,0 %).

Tableau 2.5 Taux d'effort brut et net médian, avec charges, des bénéficiaires d'une aide au logement et part des bénéficiaires d'une aide au logement dont le loyer réel est supérieur au loyer plafond du barème au 31 décembre 2019 (en %)

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre de bénéficiaires d'une aide au logement	118 932	450 111	1 068 762
Population du champ du calcul du taux d'effort	78 135	317 435	728 518
en % de bénéficiaires d'AI	65,7	70,5	68,2
Taux d'effort brut médian	31,9	32,2	32,2
Taux d'effort net médian	19,1	18,7	19,2
Nombre de bénéficiaires d'une AI avec des loyers réels supérieurs au loyer plafond du barème	49 467	207 939	489 283
population du champ du calcul du taux d'effort (en %)	63,3	65,5	67,2
Répartition selon la structure du parc (en %)			
locatif social	40,9	41,7	40,3
locatif privé	56,2	52,7	53,6
accession	2,2	5,3	5,6

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019.

Champ retenu pour le calcul du taux d'effort : Ensemble des 78 135 bénéficiaires alloséquanais d'une aide au logement.

Lecture : 56,2 % des bénéficiaires alloséquanais d'une aide au logement avec des loyers réels supérieurs au loyer plafond du barème résident dans le parc locatif privé.

Méthodologie pour le calcul du taux d'effort

La charge que constitue le logement dans le budget familial s'évalue selon le taux d'effort consacré au logement : les allocations logement ont pour finalité de réduire la part de budget consacrée par les ménages modestes à leur loyer ou au remboursement de leur prêt à l'accession à la propriété. La comparaison entre les taux d'effort avec ou sans les aides au logement permet d'évaluer le soutien apporté par ces aides aux allocataires pour réguler cette charge.

Pour le calcul du taux d'effort, les allocataires ou conjoints dont les revenus sont mal appréhendés, c'est-à-dire les personnes âgées de 65 ans ou plus, les agriculteurs et les étudiants ne percevant que l'AI (hormis s'ils ont des enfants à charge), ont été retirés des 118 932 allocataires bénéficiaires d'une aide au logement. Sont également exclus les allocataires percevant l'allocation adulte handicapé (Aah), résidant en maison d'accueil spécialisée, et enfin les allocataires hospitalisés ou incarcérés. Le champ retenu pour le calcul de l'indicateur porte sur les allocataires du parc locatif (social ou privé) ou en accession à la propriété. Les foyers et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) sont exclus. En effet, des services autres que l'hébergement, sont inclus dans les loyers de ces résidences. Ainsi, les résultats sur les taux d'effort portent sur 78 135 allocataires, soit un peu moins des deux tiers (65,7 %) de l'ensemble des allocataires bénéficiaires d'une aide au logement.

Définitions

Taux d'effort

Le taux d'effort est le rapport entre la dépense en logement et le revenu des allocataires. Deux taux d'effort médians, brut et net, permettent d'appréhender le poids des dépenses de logement dans le budget des foyers allocataires selon la prise en compte ou non de l'aide personnelle au logement perçue :

- **Taux d'effort brut médian** : il s'agit du rapport entre la dépense brute en logement du bénéficiaire (coût du logement + charges) et son revenu disponible (aide au logement comprise). Par construction, la moitié des ménages a un taux d'effort brut inférieur à la valeur médiane de cet indicateur.

- **Taux d'effort net médian** : il s'agit du rapport entre la dépense nette en logement du bénéficiaire (coût du logement + charges – aide au logement) et son revenu disponible (revenu disponible – aide au logement). Par construction, la moitié des ménages a un taux d'effort net inférieur à la valeur médiane de cet indicateur.

En l'absence d'informations précises sur les charges réelles des allocataires, ces dernières ont été intégrées forfaitairement dans le calcul du taux d'effort. Ce forfait, variable selon la taille de la famille (53,83 euros pour une personne isolée ou en couple + 12,20 euros par personne supplémentaire) aurait tendance à sous-estimer les taux d'effort des allocataires résidant dans parc social où les charges sont en moyenne plus élevées.

Loyer plafond du barème

Au-delà d'un certain montant de loyer, l'AI n'est plus calculée à partir du loyer réel mais à partir d'un loyer forfaitaire. Dénommé « loyer plafond » ou « loyer plafond du barème », sa valeur dépend de la zone géographique et de la composition familiale du ménage.

Tableau 2.6 Taux d'effort net médian avec charges des bénéficiaires d'une aide au logement, selon la structure familiale et le type de parc résidentiel au 31 décembre 2019 (en %)

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Taux d'effort net selon la structure familiale (en %)			
Isolés	30,6	29,9	30,8
Familles monoparentales	15,7	15,7	16,0
Selon le nombre d'enfants :			
1 enfant	18,0	18,7	18,8
2 enfants	15,7	15,8	16,1
3 enfants	10,9	10,6	11,0
4 enfants ou plus	7,4	7,6	7,7
Couples sans enfant	25,8	26,3	26,1
Couples avec enfant(s)	13,9	14,8	14,6
Selon le nombre d'enfants :			
1 enfant	18,3	20,4	19,7
2 enfants	15,7	16,9	16,6
3 enfants	12,5	13,4	13,4
4 enfants ou plus	10,6	10,8	11,0
Taux d'effort net selon la structure du parc (en %)			
locatif social	14,5	14,2	14,3
locatif privé	36,5	32,7	32,9
accession	27,9	27,9	26,6

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019.

Champ retenu pour le calcul du taux d'effort : Ensemble des 78 135 bénéficiaires d'une aide au logement.

Lecture : Le taux d'effort net médian pour les allocataires isolés altoiséquanais est de 30,6 %.

Commentaires

Après perception des aides au logement, la moitié des allocataires altoiséquanais en bénéficiant consacre au moins 19,1 % de leurs revenus au paiement du loyer et des charges. Sans l'effet solvabilisateur des aides au logement, le taux d'effort brut médian s'élève à 31,9 %, soit près de + 13 points, rapporté au taux d'effort net médian altoiséquanais. Hormis, le territoire parisien avec le taux d'effort net médian le plus important (25,9 %), les autres départements oscillent entre 17,4 % dans les Yvelines et 19,1 % dans les Hauts-de-Seine.

Ces taux varient selon la taille de la famille : les allocataires isolés et les couples sans enfant ont les taux d'effort nets médians les plus élevés (respectivement 30,6 % et 25,8 %) ; *a contrario* les familles monoparentales et les couples avec enfant(s) ont des taux d'effort nets médians moins élevés (respectivement 15,7 % et 13,9 %). À mesure que le nombre d'enfants augmente, le taux d'effort net médian diminue passant ainsi de 18,0 % pour une famille monoparentale avec un enfant à charge à 7,4 % pour une famille monoparentale avec 4 enfants ou plus. À nombre d'enfant(s) donné, le taux d'effort net médian est plus faible pour les familles monoparentales que pour les couples. Ce constat s'explique par la qualité des montants versés au titre des AI quelle que soit la composition parentale ; en effet, ils sont identiques pour une famille biparentale ou monoparentale et varient uniquement en fonction du nombre d'enfants à charge présents dans le foyer et des ressources de ce foyer.

La valeur du taux d'effort net médian varie aussi selon la nature du parc locatif. Ainsi, au vu des montants plus élevés des loyers dans le parc privé, le taux d'effort net médian des allocataires percevant une aide au logement (36,5 %) est supérieur de plus de deux fois, à celui des allocataires résidant dans le parc locatif social (14,5 %). Cet écart est d'autant plus marqué que la réglementation détermine un montant de loyer plafond pour le bénéficiaire de l'allocation logement. Pour rappel, l'aide au logement est calculée à partir d'un montant forfaitaire et non du coût réel du loyer.

Dans les Hauts-de-Seine, près des deux tiers des allocataires (65,7 %) s'acquittent d'un loyer supérieur au montant plafonné. Parmi ceux-ci, 56,2 % résident dans le parc privé.

Tableau 3. Les allocataires à bas revenus dans les Hauts-de-Seine au 31 décembre 2019.

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires à bas revenus	78 982	343 095	771 348
dont (en %) :			
Hommes isolés	30,5	28,3	29,0
Femmes isolées	21,5	17,6	19,1
Hommes isolés avec enfant(s)	1,4	1,5	1,5
Femmes isolées avec enfant(s)	22,2	22,9	22,9
Couples sans enfant	3,7	4,1	4,0
Couples avec 1 ou 2 enfant(s)	12,4	14,9	13,5
Couples avec 3 enfants ou plus	8,3	10,7	10,0
dont percevant (en %) :			
Rsa (1)	36,4	43,5	40,8
Aah (2)	9,8	7,9	8,6
Aide au logement	55,9	56,2	54,6
Population (*) des foyers allocataires à bas revenus	170 859	816 671	1 784 090
En % de la population	12,5	20,6	17,2
dont enfants de moins de 21 ans	71 129	362 962	782 871
En % des moins de 21 ans	17,0	28,5	24,0

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016 (moins de 65 ans).

Champ : Ensemble des 78 982 allocataires alto-séquanais à bas revenus.

Lecture : 22,2 % des allocataires alto-séquanais à bas revenus sont des femmes isolées avec enfant(s).

(1) Revenu de solidarité active, (2) Allocation aux adultes handicapés.

(*) Il s'agit des allocataires à bas revenus augmentés de leur conjoint, enfants, et autres personnes à charge.

Définitions

Le seuil des bas revenus de référence, calculé par l'Insee, s'établit à 60 % du revenu disponible médian par unité de consommation avant impôts, de la population enquêtée lors de l'Enquête revenus fiscaux et sociaux (Erfs). La pauvreté monétaire mesurée ici ne peut pas être comparée à celle généralement établie par l'Insee puisque la population de référence et les modalités de calcul diffèrent.

Le nombre d'unités de consommation des foyers allocataires est obtenu en appliquant les coefficients de pondération suivants :

- 1 pour le premier adulte (l'allocataire) ;
- + 0,5 par adulte supplémentaire et enfant de 14 ans ou plus ;
- + 0,3 par enfant de moins de 14 ans ;
- + 0,2 pour une famille monoparentale.

Les ressources sont appréciées à partir des revenus annuels déclarés par l'allocataire et son conjoint ou concubin éventuel et les ressources trimestrielles pour les bénéficiaires du Rsa et de l'Aah. Ces revenus sont ramenés au mois et augmentés du montant des prestations versées par la Caf, pour le droit de décembre, incluant les prestations périodiques telles que la prime à la naissance (1/9ème) et l'allocation de rentrée scolaire (1/12ème).

Pour des raisons méthodologiques, les allocataires étudiants sans enfant, percevant uniquement une aide au logement, les allocataires de 65 ans ou plus et ceux dont le conjoint est âgé de 65 ans ou plus, ainsi que les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (Aah) résidant en maison d'accueil spécialisée sont exclus de l'approche « revenus ».

Le seuil de bas revenus à 60 % de la médiane pour les allocataires figurant dans le fichier au 31/12/2019, est de 1 096 euros par unité de consommation. Le calcul du seuil s'appuie sur les revenus de 2018 présents dans les fichiers des allocataires au 31/12/2019.

À titre indicatif, un couple ayant deux enfants de moins de 14 ans est à bas revenus si ses ressources mensuelles sont inférieures à 2 301,60 euros ; si les deux enfants ont plus de 14 ans, les ressources mensuelles sont inférieures 2 740,00 euros.

Commentaires

Au 31 décembre 2019, 78 982 allocataires alto-séquanais sont considérés comme vivant sous le seuil de bas revenus, c'est-à-dire avec moins de 1 096 euros par unité de consommation et par mois. Ces foyers allocataires abritent 170 859 personnes, soit 12,5 % de la population alto-séquanaise. Plus de la moitié des foyers allocataires à bas revenus sont composés de personnes isolées (hommes isolés, 30,5 % et femmes isolées (21,5 %) et près d'un quart sont des familles monoparentales (23,6 %).

Par ailleurs, 71 129 jeunes de moins de 21 ans vivent dans des familles disposant de bas revenus, soit une part de jeunes alto-séquanais dans cette situation à hauteur de 17,0 %.

Tableau 4. Les allocataires du revenu de solidarité active dans les Hauts-de-Seine, au 31 décembre 2019

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires bénéficiaires du Rsa	31 197	161 706	343 233
Évolution 2018/2019 (en %)	-0,1	0,9	1,2
dont :			
Nombre d'allocataires du Rsa jeunes	13	34	91
Allocataires du Rsa			
dont (en %) :			
Seulement Rsa socle	82,2	83,8	82,2
Rsa socle + Prime d'activité	17,8	16,2	17,8
Structure par âge (en %)			
Moins de 25 ans	1,9	2,7	3,0
Entre 25 et 29 ans	18,1	16,8	18,1
Entre 30 et 39 ans	29,6	30,0	29,7
Entre 40 et 49 ans	22,0	22,2	21,5
50 ans ou plus	28,4	28,3	27,7
Structure familiale (en %)			
Homme seul	43,0	38,9	39,8
Femme seule	21,0	18,0	19,1
Hommes isolés avec enfant(s)	2,6	3,1	2,9
Femmes isolées avec enfant(s)	23,7	26,3	26,0
Couple sans enfant	1,9	2,8	2,6
Couple avec enfant(s)	7,7	10,8	9,7
Ancienneté dans le dispositif y compris dans le Rmi et l'Api (en %)			
Moins d'un an	25,9	20,5	22,7
De 1 an à 4 ans	42,9	40,3	41,1
Plus de 4 ans	31,2	39,2	36,2
Situation par rapport au logement (en %)			
Logement autonome avec aide au logement	48,4	49,8	47,4
Hébergés gratuit, propriétaires...	40,1	37,4	39,1
Mal logés, SDF, en CHRS(*) ...	7,6	9,2	10,3
Part des allocataires du Rsa avec une majoration pour isolement (en %)	8,3	9,6	10,0
Montant moyen mensuel (en €)	487	513	506
Population (**) des foyers bénéficiaires du Rsa	54 657	316 914	653 147
- en % de la population	3,4	6,9	5,4

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016.

Champ : Ensemble des 31 197 allocataires du Rsa.

Lecture : 17,8 % des allocataires hauts-séquanais bénéficiaires du Rsa socle perçoivent la prime d'activité.

(*) Centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

(**) Il s'agit des allocataires du Rsa, de leur conjoint, enfants et autres personnes à charge prises en compte pour le calcul de la prestation.

Commentaires

Au 31 décembre 2019, 31 197 allocataires hauts-séquanais bénéficient du Rsa, soit une très légère baisse de -0,1 % rapportée aux données au 31 décembre 2018. Le dispositif Rsa couvre 54 657 personnes, soit 3,4 % de la population hauts-séquanaise.

Plus de 6 bénéficiaires sur 10 sont des personnes isolées, principalement des hommes. Les familles ne représentent que 34,0 % des bénéficiaires dont plus de 7 sur 10 sont des familles monoparentales.

Par ailleurs, 8,3 % des bénéficiaires du Rsa perçoivent une majoration pour situation d'isolement et un peu moins des trois quarts des bénéficiaires du Rsa sont entrés dans le dispositif depuis plus d'un an.

En fonction de leurs ressources, les foyers allocataires peuvent cumuler la prime d'activité et le Rsa socle. Fin 2019, 17,8 % des allocataires hauts-séquanais, bénéficiaires du Rsa socle, sont concernés par ce cumul.

Définitions

Le revenu de solidarité active (Rsa)

Le Rsa socle est une composante du revenu de solidarité active, instauré par la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008, et mis en œuvre au 1er juin 2009 en remplacement du revenu minimum d'insertion (Rmi) ainsi que de l'allocation de parent isolé (Api). Il permet de subvenir aux besoins des personnes en situation de précarité. Au 1er janvier 2016, le volet activité du Rsa a été remplacé par la prime d'activité, seul le Rsa socle, au titre de minimum social, subsiste. Le bénéficiaire du Rsa socle est soumis à certaines conditions, notamment avoir des ressources nulles ou inférieures à un montant forfaitaire. Le Rsa socle cesse ou diminue progressivement selon l'évolution des revenus du foyer. Cette prestation a pour objectif de garantir un revenu minimum, calculé à partir d'un « montant forfaitaire » qui dépend de la taille du foyer ; il s'adresse aux plus de 25 ans sans activité professionnelle ou dont les revenus tirés du marché du travail sont inférieurs à ce montant forfaitaire. Les moins de 25 ans en situation d'isolement, ayant un enfant à charge ou à naître, sont également éligibles à la prestation, de même s'ils sont en couple avec une personne âgée de plus de 25 ans.

En fonction de ses ressources, l'allocataire peut cumuler le bénéfice du Rsa et de la prime d'activité. Ce dispositif est destiné aux travailleurs percevant de faibles revenus. Le cumul n'est envisageable que sous certaines conditions dont celle d'avoir perçu des revenus d'activité au cours des 3 derniers mois précédant la demande d'ouverture de droit au Rsa.

Par ailleurs, une majoration d'isolement est versée, sous certaines conditions, aux bénéficiaires du Rsa assumant seuls la charge d'un enfant né ou à naître.

Montants forfaitaires selon la situation familiale et le nombre d'enfants au 1er avril 2019

Nombre d'enfant(s) ou de personne(s) à charge	(en euros)		
	Personne seule	Parent isolé : majoration pour isolement	Couple
0	559	718	839
1	839	958	1 007
2	1 007	1 197	1 175
par enfant ou personne en plus	223	239	223

Le Rsa « jeune actif » : Le public situé dans la tranche d'âge 18/24 ans demeure éligible au Rsa jeunes (composante socle du Rsa) sous la condition de justifier d'une activité à temps plein ou l'équivalent durant au moins deux ans sur les trois dernières années précédant la demande (soit 3 214 heures).

Ancienneté dans le dispositif : L'ancienneté dans le Rsa prend en compte l'ancienneté dans le dispositif du revenu minimum d'insertion (Rmi) et dans le dispositif de l'allocation de parent isolé (Api).

Structure familiale : Il s'agit de la structure du foyer de l'allocataire bénéficiaire du Rsa, considérée administrativement par rapport aux conditions d'ouverture du droit. Ainsi, un allocataire « isolé » (sans conjoint ni enfant à charge) peut vivre chez ses parents, être hébergé par des amis. Les enfants sont ici considérés à charge au sens du Rsa et ont moins de 25 ans.

Situation par rapport au logement : Si le bénéficiaire du Rsa perçoit une aide au logement ou s'il n'a aucune dépense de logement, tout en étant logé, un « forfait logement » est déduit du droit au Rsa (de 67,17 euros pour une personne seule à 166,24 euros pour trois personnes ou plus). Les personnes très mal logées, dans un habitat de fortune, un squat ou encore dans un logement insalubre ou surpeuplé, comme les sans domicile fixe, ne peuvent pas prétendre à une aide au logement. De ce fait, le forfait logement n'est pas soustrait du calcul de leur droit.

Tableau 5. Les allocataires de la prime d'activité dans les Hauts-de-Seine au 31 décembre 2019

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires bénéficiaires de la prime d'activité	68 180	262 301	651 627
Évolution 2018/2019 (en %)	46,9	41,8	44,5
Structure par âge (en %)			
Moins de 25 ans	17,3	14,5	16,7
Entre 25 et 29 ans	17,3	16,9	18,0
Entre 30 et 39 ans	24,0	26,2	25,8
Entre 40 et 49 ans	21,4	22,5	21,0
50 ans ou plus	19,9	19,9	18,5
Structure familiale (en %)			
Hommes seuls	25,9	23,3	25,1
Femmes seules	30,6	26,2	28,0
Hommes isolés avec enfant(s)	1,0	1,0	1,1
Femmes isolées avec enfant(s)	19,3	20,1	19,6
Couple sans enfant	5,3	6,1	5,7
Couple avec enfant(s)	18,0	23,3	20,5
Part de ces allocataires de la prime d'activité avec bonification (en %)	90,8	90,5	90,8
Part de ces allocataires de la prime d'activité avec une majoration pour isolement (en %)	4,7	5,4	5,5
Montant moyen mensuel (en €)	316	325	319
Population (*) des foyers bénéficiaires de la prime d'activité	133 626	571 786	1 350 571
en % de la population	8,3	12,5	11,1

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016.

Champ : Ensemble des 68 180 allocataires hauts-séquanais de la prime d'activité.

(*) Il s'agit des allocataires bénéficiant de la prime d'activité, de leurs conjoints, enfants et autres personnes à charge prises en compte pour le calcul de la prestation.

Définitions

La prime d'activité (Ppa)

La prime d'activité a remplacé la prime pour l'emploi et le volet « activité » du Rsa à compter du 1er janvier 2016. Cette prime, versée par la Caf, représente un complément de rémunération. Elle vise à inciter les travailleurs aux ressources modestes, qu'ils soient salariés ou non-salariés, à l'exercice ou à la reprise d'une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat. Elle peut être versée au foyer pour tout membre disposant de revenus d'activité professionnelle en trimestre de référence, quelle que soit la situation professionnelle sur le trimestre de droit sauf exceptions. La prime d'activité est ouverte à un nouveau public : les jeunes de 18 à 24 ans (voir tableau 5.2). Elle est aussi ouverte aux étudiants et apprentis exerçant une activité si leurs revenus nets sont supérieurs à 0,78 Smic mensuel net. Elle est calculée selon la règle de l'effet figé, c'est-à-dire que son montant est identique pour trois mois de droits. Depuis janvier 2019, cette prestation poursuit un double objectif d'une part de cibler les foyers aux revenus modestes en prenant en compte la composition familiale et le revenu global des familles, et pas uniquement le revenu individuel des allocataires et d'autre part d'inciter à l'activité tous les membres du foyer, grâce à un bonus individuel versé à chacun d'entre eux, en fonction de leurs revenus professionnels.

Concrètement, le montant de la prime d'activité est augmenté de bonifications individuelles attribuées à chacun des membres du foyer, qui exerce une activité professionnelle et dont les revenus mensuels dépassent 0,5 Smic net. À compter du 1er janvier 2019, le montant du bonus de la prime d'activité a été revalorisé au maximum de 90 euros. Ainsi, le montant maximal de la bonification individuelle passe de 70,49 euros à 160,49 euros. Cette revalorisation s'adresse à tous les bénéficiaires de la Ppa dont les ressources sont supérieures à 0,5 Smic. Pour les personnes salariées au Smic, cette hausse s'ajoute à la revalorisation du Smic.

Par ailleurs, comme pour le Rsa, deux profils sont identifiés, à savoir les bénéficiaires exclusifs de la prime d'activité ou ceux cumulant le Rsa et la prime d'activité.

Tableau 5.2. Les allocataires âgés de 18 à 24 ans, bénéficiaires de la prime d'activité les Hauts-de-Seine, au 31 décembre 2019

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre d'allocataires bénéficiaires de la prime d'activité	11 820	38 098	108 715
Évolution 2018/2019 (en %)	61,4	59,4	61,6
Part de ces allocataires de la prime d'activité avec bonification (%)	92,6	92,4	93,0
Part de ces allocataires de la prime d'activité avec une majoration pour isolement (%)	2,0	3,3	3,1
Montant moyen mensuel (en €)	274	275	276
Population (*) des foyers bénéficiaires de la prime d'activité	12 892	43 434	123 789

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016.

Champ : Ensemble des 11 820 allocataires alloséquanais de 18 à 24 ans bénéficiaires de la prime d'activité.

* Il s'agit des allocataires de 18 à 24 ans révolus, bénéficiant de la prime d'activité, de leur conjoint, enfants et autres personnes à charge prises en compte pour le calcul de la prestation.

Commentaires

En décembre 2019, 68 180 foyers bénéficient de la prime d'activité dans les Hauts-de-Seine, soit 133 626 personnes couvertes par ce dispositif ; ce qui représente une évolution du nombre de bénéficiaires de 46,9 %. Ces données montrent un taux d'entrée conséquent de nouveaux bénéficiaires dans ce dispositif à compter de 2019, notamment des personnes isolées.

Fin 2019, l'ensemble des personnes couvertes par ce dispositif représente 8,3 % de la population totale francilienne.

Pour les nouveaux bénéficiaires, l'augmentation de la prime d'activité a permis d'atteindre des personnes percevant un peu plus que le Smic et vivant dans un foyer modeste. L'augmentation du nombre de bénéficiaires est ainsi due d'une part à l'élargissement du champ des bénéficiaires avec le décalage du point de sortie (par exemple, un célibataire sans enfant avec 1,5 Smic) et d'autre part au bonus de 90 euros qui a fait basculer certains bénéficiaires au-dessus du seuil de non versement.

Plus de la moitié des bénéficiaires franciliens de la prime d'activité (56,5 %) sont des personnes isolées. Un cinquième (20,3 %) sont des familles monoparentales. Ces familles représentent plus de la moitié (53,0 %) des familles bénéficiaires de la prime d'activité.

Plus des trois quarts des foyers alloséquanais, bénéficiaires de la prime d'activité, ont plus de 30 ans (82,7 %). Plus de neuf allocataires sur dix, bénéficiant de la prime d'activité, ouvrent droit à une bonification, soit 90,8 %. Ce constat démontre l'intérêt du soutien renforcé apporté aux allocataires les plus vulnérables, exerçant une activité professionnelle faiblement rémunérée et dont les revenus mensuels dépassent 0,5 Smic net.

Parmi les bénéficiaires de la prime d'activité, 17,3 % (11 820) sont des jeunes âgés de 18 à 24 ans.

Le montant moyen de la prime d'activité pour les bénéficiaires atteint 316 euros, en incluant les majorations pour bonification, et 274 euros pour les jeunes de 18 à 24 ans.

Définition

La prime d'activité et les jeunes de 18 à 24 ans

L'attribution de la prime d'activité est subordonnée à une condition d'âge, celui de la majorité. Les jeunes de 18 ans à 24 ans révolus peuvent ainsi bénéficier de ce dispositif.

Dans cette tranche d'âge, les jeunes en emploi, vivant au foyer de leurs parents, ont la possibilité d'être rattachés au foyer au titre de la prime d'activité de leurs parents ou de déposer une demande d'ouverture de droit à titre individuel. Ils ne sont alors plus considérés à charge dans le foyer de leurs parents au titre de la prime d'activité, mais le restent pour les autres prestations, versées par les Caf.

S'agissant des étudiants salariés et des apprentis, cette catégorie est éligible à la prime d'activité, à la condition de justifier d'un montant minimal de rémunération ; ils doivent, au titre de chaque mois du trimestre de référence, justifier d'un salaire mensuel net d'au moins 939 euros (revenus nets supérieurs à 0,78 du Smic net, qui s'élève à 1203,60 euros en 2019).

Tableau 6. Les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés dans les Hauts-de-Seine, au 31 décembre 2019

	Hauts-de-Seine	Petite couronne	Île-de-France
Nombre de bénéficiaires de l'Aah	18 900	64 304	160 225
Évolution 2018/2019 (en %)	2,0	1,2	2,4
Taux d'incapacité (%)			
De 50 % à 79 %	43,5	41,6	39,9
80 % et plus	56,5	58,2	60,0
Situation vis-à-vis de l'emploi (%)			
En emploi en milieu ordinaire	12,9	12,2	12,5
En emploi en Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	8,5	8,2	8,4
Sans activité	78,6	79,6	79,1
Nombre de bénéficiaires de l'Aah en emploi	4 049	13 106	33 559
Part des bénéficiaires de la prime d'activité (%)	35,8	38,9	39,0
Structure par âge (%)			
Moins de 30 ans	13,5	13,6	14,4
Entre 30 et 39 ans	17,8	17,1	17,7
Entre 40 et 49 ans	23,2	22,7	23,2
Entre 50 et 59 ans	30,3	29,9	29,0
60 ans ou plus	15,2	16,7	15,7
Structure familiale (%)			
Homme seul	43,8	41,9	43,5
Femme seule	31,8	29,4	30,2
Hommes isolés avec enfant(s)	0,4	0,5	0,5
Femmes isolées avec enfant(s)	5,3	5,7	5,4
Couple sans enfant	9,1	11,1	10,2
Couple avec enfant(s)	9,5	11,4	10,2
Situation par rapport au logement(*) (%)			
Accédant à la propriété	0,9	2,1	2,4
Locataire dans le parc privé	18,8	18,7	20,6
Locataire dans le parc public	64,2	67,0	61,9
En foyer	16,1	12,3	15,1
Revenu moyen mensuel (en €)	816	859	852
Population (**) des foyers bénéficiaires de l'Aah	27 704	100 540	242 289
en % de la population	1,7	2,2	2,0

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France 2019, Insee, recensement de la population 2016.

Champ : Ensemble des 18 900 allocataires de l'Aah dans les Hauts-de-Seine.

Lecture : 56,5 % des allocataires de l'Aah ont un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80 %.

* Bénéficiaires de l'Aah percevant une aide pour leur logement.

** Il s'agit des bénéficiaires de l'Aah, de leur conjoint, enfants et autres personnes à charge prises en compte pour le calcul de la prestation.

Définitions

L'allocation aux adultes handicapés (Aah)

Il s'agit d'un minimum social dont l'objectif est de garantir un revenu minimal aux personnes handicapées disposant de revenus modestes, âgées d'au moins 20 ans et d'un âge inférieur ou égal à l'âge légal de la retraite. Le taux d'incapacité de l'allocataire porteur d'un handicap doit être soit compris entre 50 % et 80 %, soit supérieur à 80 %.

L'allocataire ne doit pas percevoir de pension égale ou supérieure à 900 euros par mois (depuis novembre 2019) s'il n'a pas déclaré de revenus d'activité ou s'il ne travaille pas, ses revenus de l'année 2018 ne doivent pas dépasser un plafond correspondant à sa situation familiale : 10 800,00 euros pour une personne isolée ou 19 548,00 euros pour un couple. Ces montants sont majorés de 5 400,00 euros par enfant à charge.

Depuis le 1er janvier 2011, si l'allocataire exerce une activité professionnelle, ses droits à l'Aah sont calculés chaque trimestre en fonction des ressources imposables perçues durant les trois derniers mois. Aussi, une période de cumul intégral a été instaurée entre les revenus d'activité et l'Aah, d'une durée de six mois à compter de l'entrée en activité, dans la limite de six mois sur douze mois glissants.

- **La majoration pour la vie autonome** est attribuée automatiquement si le taux d'invalidité est d'au moins 80 %, si l'allocataire bénéficie de l'Aah à taux plein (ou en complément d'une pension vieillesse, invalidité ou d'une rente accident du travail), s'il n'exerce pas d'activité professionnelle et s'il habite un logement indépendant pour lequel il bénéficie d'une aide au logement. Son montant s'élève à 104,77 euros par mois.

- **Le complément de ressources** concerne les personnes qui se trouvent dans une capacité de travail inférieure à 5 % et qui occupent un logement indépendant. Son montant s'élève à 179,31 euros par mois.

Commentaires

Les allocataires alto-séquanais, bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé, ont une structure par âge quasi-identique à celles des bénéficiaires de l'Aah au niveau régional. En revanche, concernant leur situation vis-à-vis de l'emploi, une part moindre d'entre eux bénéficie de la prime d'activité, soit 35,8 % contre 39,0 %, au niveau de la région.

Un taux moins important de ces allocataires subit une incapacité supérieure à 80 %, soit près de 4 points d'écart, comparativement au taux moyen régional. Par ailleurs, la part de ces allocataires alto-séquanais, vivant isolés (75,6 %) est plus importante que celle de la moyenne des départements de la petite couronne (71,3 %) ; ce taux reste cependant nettement inférieur à celui du territoire parisien (81,1 %).

